

Dans les Ardennes, le chef des FFI, le commandant Fournier de l'OCM, est un garçon coiffeur résistant de la première heure, et le président du CDL, le docteur Jullich, est l'ancien président radical-socialiste du conseil général.

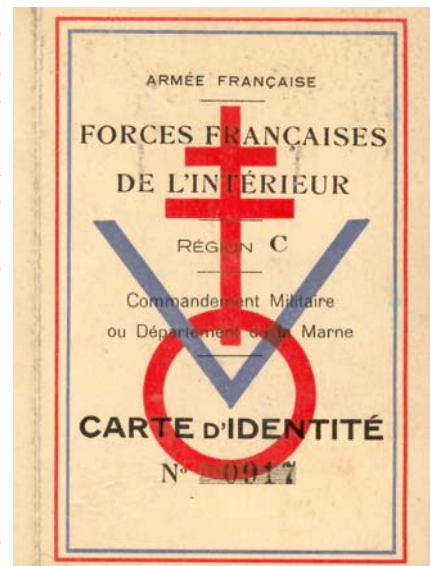
Dans l'Aube le chef des FFI, le commandant Alagiraude, directeur du Centre de libération des prisonniers de guerre de Troyes, vient de l'Armée secrète, et Gabriel Thierry, président du CDL, de Libé-Nord.

Dans la Haute-Marne, le chef des FFI, le colonel de Grouchy, de l'Organisation militaire de l'armée (ORA), est un officier à la retraite, tandis que le président du CDL, Robert Vauthier, représente le parti socialiste.

L'appartenance des chefs départementaux FFI et des présidents des CDL illustre les rapports de force entre les différentes composantes socio-politiques de la Résistance, et en particulier les enjeux de la rivalité entre vichysto-résistants, gaullistes, socialistes et communistes pour le partage des responsabilités à la Libération. ■

Contributeurs :

- Philippe LECLER pour les Ardennes
- Jean-Pierre HUSSON pour la Marne
- Christian LAMBART et Sébastien TOUFFU pour l'Aube
- Lionel FONTAINE, André GROSSETÊTE, Delphine HENRY et Marie-Claude SIMONNET pour la Haute-Marne



Carte d'identité de volontaire des Forces françaises de l'intérieur établie par le commandant Bouchez, chef des FFI de la Marne. Source : Archives des FTP de la Marne © Jean-Pierre Husson

La Résistance en Haute-Marne par l'équipe AERI de Haute-Marne

Spécificité du département

La situation géographique du département à cheval sur trois anciennes provinces : Bourgogne, Champagne et Lorraine, explique l'importance et la spécificité de la Résistance en Haute-Marne. Le plateau de Langres est une zone de passage et de partage : les sources envoient leurs eaux pour moitié vers la Méditerranée ou la mer du Nord. Les itinéraires des envahisseurs passent par des chemins qui sont devenus les voies romaines et les autoroutes modernes ont repris ces tracés. Les bâtisseurs contemporains ont respecté ces lignes de transport et, par exemple, les canalisations de gaz entre la Méditerranée et l'est de l'Europe se rejoignent sur le plateau de Langres avant de réexpédier le gaz vers la région parisienne.

Trop souvent envahis et pillés, les anciens ayant pris conscience de la vulnérabilité de leurs villes, ont édifié des fortifications : celles de Langres en particulier, sur des assises très anciennes, ainsi que des forts disposés en arc de cercle, à des distances variables de la ville. Sept forts s'ajoutent à la citadelle de Langres. Même si ces mastodontes n'ont pas servi lors de l'invasion en 1940, les Alliés

prennent beaucoup de précautions lors des poussées de la libération de la France pour ne pas se heurter à des défenses qui les auraient retardés.

Dès les premiers jours de l'Occupation, le commandement allemand définit deux zones qui coupent le département en deux entités administratives et militaires, du nord au sud : la zone simplement occupée, comme la plus grande partie de la France, bien différente de la zone interdite, dite plus spécifiquement "réservée" (sous-entendu : à la colonisation allemande) à l'est du canal de la Marne à la Saône. Jusqu'en 1942, date de l'occupation totale du territoire français, cette ligne de démarcation constitue une rupture. Des familles sont séparées. Des travailleurs voyagent chaque jour entre leurs domiciles et leurs lieux de travail de part et d'autre de la ligne. Tel instituteur regarde son école de l'autre côté de sa résidence. L'aide à la fuite des soldats qui refusent de devenir des prisonniers, en les aidant à franchir cette frontière qui nécessite un *Ausweis*, est la première forme de résistance dans le département.

Deux années plus tard, les filières d'évasion des aviateurs alliés, essentiellement anglais, utilisent le relief : de forêt

en forêt, en suivant la ligne à haute tension, ils gagnent la Suisse. Car les forêts de la Haute-Marne, profondes et étendues, constituent un ensemble d'abris qui ont servi autant aux soldats africains des régiments de tirailleurs en juin 1940 qu'aux réfractaires au STO, puis aux maquis.

L'organisation progressive de la Résistance

Après des mois d'étouffement, les premiers patriotes commencent véritablement à s'organiser. Le nord et le sud du département évoluent différemment.

- au nord, sociologiquement plus "ouvrier", à Saint-Dizier surtout, sous l'impulsion de Raoul Laurent, membre actif de la SFIO et de la CGT, des réseaux se mettent en place. Ils se développent progressivement dans le sillage de Libé-Nord. Mais ces réseaux n'ont que peu de contacts avec les Forces françaises libres et ne disposent que de peu d'armement. Cependant l'esprit de Résistance et la solidarité avec les clandestins, bien vivants, se manifestent par de nombreux actes de sabotage dans les usines bragardes réquisitionnées au service de l'ennemi afin de réduire la production d'armement et par une large diffusion de tracts

dont le contenu incite femmes et hommes à continuer une lutte clandestine et à se préparer le jour venu à livrer bataille contre les forces occupantes.

- au sud, c'est l'OCM qui étend son réseau de renseignement. A Chaumont avec Debernardi, à Langres avec Vé-chambre, les équipes se constituent et arrivent à se mettre en relation avec les services du BOA. Le premier parachutage d'armes et d'explosifs a lieu le 4 octobre 1943 à Giey-sur-Aujon. Dès 1943, un officier qui aura d'importantes responsabilités dans le déroulement de la libération de l'Est de la France, le commandant Pichard qui fut plusieurs fois parachuté en Haute-Marne, fait parvenir les équipements et les spécialistes qui organisent avec le groupe de Langres, le 12 septembre 1943, le dynamitage de la poudrière : des milliers de tonnes d'explosifs et de munitions allemandes sont détruites sans faire de victimes civiles. Cet exploit eut un grand retentissement dans la France occupée. Pendant ce temps, les cheminots du dépôt SNCF de Chaumont ne restent pas inactifs et après avoir fait immobiliser régulièrement durant des périodes de 15 jours, des locomotives aux pistons soudain défailants, un autre exploit se prépare. En effet, la destruction de la grue au lendemain de Noël entraînera la paralysie du dépôt et bloquera l'expédition vers l'Allemagne de matériaux destinés à la fabrication d'armement dans les usines d'Outre-Rhin.

Hélas, des dénonciations aboutissent à l'arrestation et à l'exécution de nombreux patriotes. Le groupe de Chaumont est pratiquement annihilé après les exécutions de la Vendue le 18 mars 1944. Tout est à reconstruire dans une perspective militaire.

L'organisation fin 1943, et jusqu'en septembre 1944

La constitution des maquis intervient tardivement en Haute-Marne. Les premiers créés sont le fait d'hommes et de femmes déterminés, mais qui n'ont pas la liaison avec la France libre et disposent de peu d'armement. Le premier réunissant essentiellement des Haut-Marnais, dans la forêt de Lamarche/ Bourbonnelles-Bains, à cheval sur notre département et celui des Vosges, est rapidement dis-

persé. L'un des résistants, " Max " Carton ne se décourage pas et tente de mettre en place de petits réduits.

Des résistants qui ont échappé aux arrestations demandent alors à un officier à la retraite, le colonel de Grouchy, d'organiser la Résistance du département.



Auberive : quelques résistants du maquis en septembre 1944.
Source: Chirol, J.M., 1944 en Haute-Marne, édité par le Club Mémoires 52, imprimerie le Cèdre bleu, Bettancourt-la-Ferrée, 1994. Collection CM52

Confirmé par l'ORA et en relation avec le BOA, il met en place divers maquis et un état-major avec des responsables de secteurs. En quelques mois, de nombreux jeunes s'engagent et participent à des formations. Les plus nombreux rejoignent les maquis dans les jours qui précèdent l'arrivée des forces armées alliées. On comptera 6 000 personnes engagées dans des actions de Résistance, dont près de 4 000 susceptibles d'être armées.

- environ 2 300 dans les groupes et maquis de l'arrondissement de Langres ;
- environ 800 dans les maquis de l'arrondissement de Chaumont ;
- environ 400 dans les maquis de l'arrondissement de Saint-Dizier ;
- 2 000 personnes assurent des missions de renseignement, de liaison et de ravitaillement.

(Les chiffres cités ci-dessus sont extraits du rapport du colonel de Grouchy.)

Les combats et la Libération

Les armées régulières et les groupes de résistants, même organisés en différents secteurs, n'ont aucune expérience en commun. Renseigner, informer les uns et les autres, coordonner les efforts,

est la tâche essentielle du commandant Pichard.

C'est un autre officier allié, le major Bodington qui accomplit cette mission pour les maquis du nord avec l'aide du capitaine Thérin, désigné par le colonel de Grouchy. Il vient de la Marne et ap-

partient à la mission Pedlar.

Les relations avec Londres sont assurées à partir du 2 juin 1944 par la mission Glover. C'est un officier américain d'origine française, " Freddy ", qui reconnaît des terrains, prend contact avec les responsables locaux et assure les transmissions. De nombreux parachutages d'armes, plus de 20, sont réalisés avant l'arrivée des forces de libération, la plupart dans le sud du département. Dans le nord, ils seront rares et tardifs - le plus important ayant eu lieu après la libération de Saint-Dizier. Cependant, le renseignement y est actif grâce à Jean Fojt et au docteur Vesselle qui fournissent des indications précises quant aux plans de vol des avions ennemis depuis l'aérodrome Robinson. Jean Fojt réussit même à connaître le code ultra secret des chasseurs de nuit qui permettra aux avions alliés d'être éclairés pour atteindre leur cible. Tous les résistants de ce secteur prêts à intervenir et à se joindre aux troupes américaines, seront d'un grand secours lors de la libération de Chaumont qui a lieu après celle de Saint-Dizier.

Des agents alliés sont parachutés dans le département : deux équipes Jeddburghs ont servi aux côtés des FFI : Bunny et Stanley. Une troisième mission

est mentionnée par le commandant Pichard, mais sa trace n'a jamais été retrouvée : la mission Harry, parachutée dans la Nièvre. Enfin des groupes de quelques véhicules, peu équipés, rapides, agissent en arrière du front allemand et le plus souvent en coordination avec les résistants. Ce sont les SAS. Trois équipes : Rupert, Hardy et Wallace opèrent en arrière des lignes.

Avant que ne débutent les opérations de libération, et durant le cours de ces activités, la Résistance perd de nombreux hommes et de nombreuses femmes, soit à la suite de dénonciations (maquis de Voisines) ou d'imprudences (Suxy), voire après des exactions des forces d'occupation (massacre des infirmières de

farouche de la part du commandement allemand qui doit protéger le retrait des autres troupes. A cette fin, outre la coordination nécessaire entre toutes les troupes, le 12 septembre 1944, les parachutages d'armes à destination des résistants se sont multipliés. Le bastion ne tient que quelques heures et le nombre de prisonniers se réduit à 500. Quant à Chaumont, lorsque l'abbé Gradeler vient connaître la réponse de l'ultimatum qu'il a laissé la veille au général allemand maître des lieux, l'invitant à la reddition, la ville est déserte et en ce 13 septembre, le chef-lieu haut-marnais est libéré sans un coup de feu en présence de nombreux résistants FFI et des soldats de la 2ème DB.

Le 15 septembre 1944, la totalité du



Bussières - exécution des deux agents de liaison du maquis de Vivey).

Les FFI détenant de nombreux renseignements sur les troupes d'occupation, des opérations de sabotage très efficaces permirent de mettre à mal le dispositif ennemi. L'une de ces opérations, proche de la ferme de Suxy, mal conduite, provoque le 9 août 1944 le massacre des habitants de la ferme et de Prauthoy. Les combats amorcés par les groupes de résistants permettent d'immobiliser des troupes ennemies qui sont alors obligées d'affronter les armées alliées. C'est le cas à Belmont et Grenant où un convoi d'artillerie lourde est détruit et à Andelot où s'étaient réfugiées en grand nombre les troupes ennemies qu'il fallut débusquer lors d'une sévère bataille.

La libération des villes du département se fait du nord au sud : Wassy, Montier-en-Der et Saint-Dizier sont libérées dès la fin du mois d'août. A chaque fois des combats se déroulent et des résistants sont tués ou exécutés. L'opération la plus minutieuse, celle qui demande une réunion préalable entre les officiers généraux et le colonel de Grouchy, est la libération de Langres. Les Alliés espèrent faire 3 000 prisonniers et s'attendent à une résistance

département était libérée. La stratégie conjuguant l'information, la mobilité et l'efficacité, permet donc de libérer le département au moindre coût. Progressivement les forces de la Résistance ont pris en charge la sécurité du département.

Conclusion

Les quatre années d'occupation ont coûté beaucoup de vies : 19 soldats des armées régulières et 102 aviateurs ont perdu la vie en Haute-Marne. 132 résistants ont été tués dans les combats ou lors d'exécutions. Dans la même période, 69 femmes, hommes et enfants ont été exécutés*. 516 Haut-Marnais furent déportés, seuls 256 en revinrent. ■

Auteurs :

André Grossetête

Marie-Claude Simonnet

Lionel Fontaine

Christian Bardin.

* Note : ne sont pas comptées les victimes des bombardements de Chaumont, Chalindrey et dans le nord du département.

**LE BULLETIN de Liaison
des Professeurs d'Histoire-Géographie
de l'Académie de Reims**

revue trimestrielle

dépôt légal : 2^e trimestre 1991
ISSN : 1256-7353

Directeurs de publication :
Patrice Gielen - Pierre Moraine

Comité de rédaction :
Olivier Caruso - Patrice Gielen - Pierre Moraine - Marie-Claire Ruiz

Correspondants départementaux :

Ardennes : Véronique Poggioli - Anne Verlainé

Aube : Jean-François Mabilbe - Anne-Lise Pleux

Marne : Maryse Baudson - Philippe Nélis

Haute-Marne : Jean-Noël Guyenet - Thierry Toti

Réalisation et mise en page :
Olivier Caruso

Impression, Ventes et Abonnements :
Centre Régional de Documentation Pédagogique de Champagne-Ardenne
47, rue Simon 51 100 Reims
Tel: 03 26 49 58 58
Fax: 03 26 49 58 33

Aux auteurs :

Les articles doivent, dans la mesure du possible, être envoyés par courriel ou fournis sur disquette au format Apple Macintosh ou IBM PC. Enregistrez vos articles au format de votre traitement de texte habituel. Ne faites aucune mise en page, seulement un retour à la ligne en fin de paragraphe, et éventuellement une ligne vierge pour séparer les grandes parties. Fournissez toujours une version papier pour pallier d'éventuels problèmes de transfert. L'iconographie doit être de bonne qualité, avec des contrastes bien marqués, si possible en noir et blanc. Tous les documents seront retournés si vous fournissez une enveloppe suffisamment affranchie à votre adresse.

**Expédiez vos disquettes
ou vos courriels à l'adresse suivante :**

**BLPHG- Olivier CARUSO
11, Lotissement du Moulin
51 170 Faverolles et Coëmy
Tél : 03 26 97 45 82
e-mail : blphg@ac-reims.fr**